F3E Des ressources pour l'évaluation Des repères pour l'action

MFR

Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO)

Evaluation réalisée avec l'appui du F3E pour l'UNMFREO (réf 261 Ev) :

Evaluation externe du Dossier Multi pays (DMP) :

« Les Maisons Familiales Rurales, actrices de la formation rurale en Afrique »

Annexes au rapport final

Juillet 2008

Auteurs :

Daniel Neu

Lamine Bâ

GRET

Groupe de recherche et d'échanges technologiques

Annexe 1 :

Déroulement chronologique de l'évaluation

Date	Étape
12 février	Contacts préliminaires
18 février - 3 mars	Mission de Lamine Ba en France, bibliographies, rencontres au siège de l'Union
21 février	Réunion du comité de pilotage : cadrage des objectifs de l'évaluation
25 - 27 février	Séjour de Lamine Ba et Daniel Neu en Vendée
5 - 7 mars	Séjour Daniel Neu en Aquitaine
17- 24 mars	Mission de Lamine Ba au Cameroun
25 mars - 2 avril	Mission de Lamine Ba au Bénin
13 - 18 avril	Mission de Daniel Neu au Maroc
29 - 30 avril	Séjour de Daniel Neu en Auvergne
6 mai	Rencontre fédérations MFR France
13 mai	Rencontre partenaires africains réunis en session en Afrique
9 juin	Réunion au comité de pilotage
19 juin	Réunion CA UNMFREO : restitution ligne directrice évaluation
7 juillet	Restitution élargie du rapport final aux MFR et invités extérieurs

Annexe 2 :

Note de cadrage proposée au comité de pilotage

du 21 février

Avant de rédiger cette note, les évaluateurs ont rencontré l'équipe « Relations internationales » de l'Union nationale (Valérie Kandissounon Plougastel, André Godard, et Kristel Vinçonneau), Jean Bosco Bouyer (Ministère des Affaires Etrangères DGCID Bureau des Politiques Éducatives et de l'insertion sociale), Jean-Claude DAIGNEY, directeur de l'UNMFREO. Ils ont commencé à prendre connaissance de la volumineuse documentation produite par les acteurs du programme et de quelques articles de fonds, disponibles sur le site du réseau FAR.

À partir de ces premiers contacts et de ces premières lectures, et conformément au souhait du F3E (le mail de Lilian Pioch du mardi 19 février), cette note s'efforce :

- de résumer les principales attentes des acteurs rencontrés,
- de proposer quelques grands axes de questionnement et de préciser quelques éléments de méthodes
- et d'actualiser le calendrier de l'évaluation.

1. Attentes

1.1 Une priorité donnée aux questions prospectives et stratégiques

Un consensus

Globalement, nos interlocuteurs s'accordent sur les priorités à donner à cette évaluation et sur les enjeux actuels de l'action de coopération des MFR en Afrique :

- Cette évaluation doit avant tout servir à préparer les suites qui pourront être données au programme mis en œuvre « DMP 2004-2007 ».
- L'enjeu de cet "après programme" est d'amplifier le mouvement amorcé durant le DMP : En résumé, il ne s'agit plus seulement d'apporter un appui institutionnel et pédagogique à des structures locales qui adhèrent aux valeurs des MFR. La priorité va désormais à la constitution de réseaux nationaux…
  - Qui sont les plus autonomes possibles, (ce qui pose la question de leur « dimension critique »).
  - Qui sont insérés dans des réseaux d'acteurs mobilisés autour des questions de formations professionnelles en milieu rural
  - Et qui, grâce à ces deux qualités, sont capables d'une part, d'être des forces de propositions pour peser sur les politiques publiques et d'autre part, de conforter l'amorce de leur autonomie grâce à leurs alliances et leur poids politique.

Ce consensus recouvre probablement des points de vue un peu différents *: Valoriser les acquis du programme* 2004-2007 pour l'équipe Relations Internationales). *Veiller autant que possible à la cohérence entre la politique du Ministère et les actions « non gouvernementales » qu'il*

soutient pour le ministère des Affaires Étrangères ; *Anticiper la nécessité de mieux cadrer une politique de coopération internationale jusque-là autant réactive que prospective* pour l'institution UNMFREO).

Une attente à concilier avec une démarche évaluative

Cette attente envers une démarche prospective est légitime. Mais si une évaluation peut apporter des éléments pour documenter une démarche stratégique, elle ne peut se confondre avec l'accompagnement d'une telle démarche : Toutes les questions posées par l'avenir du programme de coopération internationale des MFR en Afrique ne trouveront pas une réponse dans le bilan du DMP 2004-2007, et notamment celles qui tournent autour de la faisabilité, de la pertinence et des alternatives à un objectif de « changement d'échelle » des réseaux nationaux (Un objectif de montée en puissance de tels réseaux est-il pertinent dans les sept pays concernés ? L'autonomie d'un tel réseau y est-elle toujours une perspective réaliste ? Cet objectif valoriserait-il autant les savoir-faire des fédérations MFR que des actions plus proches des structures de base ? À quelles conditions cette approche, plus politique, peut-elle toujours se coupler avec des démarches d'éducation au développement au sein des MFR française, qui sont présentées comme une des qualités importantes du programme DMP ? Des constructions très progressives comme celles à l'œuvre dans les pays d'Afrique de l'Ouest constituent-elles des perspectives réalistes ?)

Pour répondre à cette attente, il faudrait mieux cerner les questions évaluatives les plus à même de nourrir les réflexions stratégiques à venir… Il n'est pas sûr que l'équipe d'évaluation en soit déjà capable à ce stade de son travail. Les débats du prochain comité de pilotage permettront sans doute de progresser dans la formulation de ces questions à partir des premières propositions ci-après.

Une contradiction entre cette attente et la faiblesse du dispositif de suivi évaluation du programme.

Dans l'immédiat, cet exercice de formulation butte sur une première difficulté : La lecture des documents produits par le programme ne permet pas d'appréhender rapidement les activités conduites et les résultats obtenus dans chacun des pays.

Or, pour qu'une évaluation puisse se consacrer aux questions prospectives, elle doit pouvoir s'appuyer sur une vision assez claire et synthétique de ces activités et principaux résultats. Une telle vision ne peut provenir que d'informations collectées par un outil de suivi, complétées si possible par quelques études simples qui renseignent les premiers effets de ces résultats.

Le cadre logique qui figure en annexe des termes de référence de l'évaluation prévoit bien les éléments d'un tel dispositif de suivi et « *la réalisation au préalable d'un projet d'évaluation avec des indicateurs spécifiques à la situation* ». Mais les informations attendues d'un tel dispositif ne sont pas immédiatement disponibles. (Un début de lecture plus exhaustif des comptes rendus des réunions de comités et de missions montre cependant qu'un certain nombre d'entre elles ont été collectées, avec semble-t-il, des écarts sensibles d'un pays à l'autre).

Au-delà des besoins de l'évaluation, cette absence d'indicateurs chiffrés aisément accessibles est paradoxale pour un programme dont les résultats devraient aussi contribuer à nourrir un plaidoyer en faveur du bien fondé de l'approche proposée par les Maisons Familiales.

1.2 Une demande plus globale de « regard externe »

Une demande de regard externe

La documentation produite par le programme est abondante mais elle n'est pas organisée pour faciliter une lecture globale externe. Ses caractéristiques et les faiblesses du dispositif de suivi sont symptomatiques des programmes qui ont peu de comptes à rendre à des personnes ou des institutions qui ne sont pas directement impliquées dans l'action.

La démarche participative organisée pour élaborer les termes de références de l'évaluation a abouti à un document peu structuré mais qui témoigne d'une envie de débattre avec des tiers attentifs et exigeants, sur un large panel de questions. Ce panel est d'autant plus varié que chaque fédération intervient dans des contextes et probablement via des itinéraires collectifs très divers.

Ce besoin de regard et de débat externes, relayé par l'équipe « Relations internationales », apparaît particulièrement légitime au regard des caractéristiques du programme. Il est logique qu'il ne débouche pas spontanément sur un questionnement très structuré.

Trois angles de vue

Ces questionnements sont, comme le soulignait notre 1re note méthodologique, organisés en six grands domaines :

- Les institutions locales Maisons Familiales
- Les hommes et les femmes piliers de ces institutions
- Leurs activités de formation et les résultats de celles-ci en termes d'insertion
- Les réseaux nationaux
- Le Feed back du programme en France et les dynamiques d'échanges
- La qualité de la mise en œuvre

Trois thématiques transversales, qui rejoignent les attentes stratégiques évoquées ci-dessus, peuvent en être dégagées :

- **L'attente d'une « représentation » plus globale du programme** : Des questions évaluatives très « terre à terre » figurent dans les termes de références de cette évaluation *« le nombre effectif de MFR à la fin du programme ?* ». Cela laisse penser que les acteurs associés à leur élaboration manquent eux aussi d'une image synthétique et documentée de l'ensemble du programme pour construire leur propre bilan. Une telle représentation est indispensable à un débat stratégique collectif.
- **La question de l'autonomie des institutions, maisons et réseaux :** La pertinence des objectifs globaux du programme ne suscite guère de doute. Les partenariats les plus anciens semblent démontrer que la démarche d'accompagnement mise en œuvre aboutit effectivement à la création d'institutions locales qui offrent des formations de qualité tant que la relation de partenariat perdure. Mais les questions plus partagées en termes de bilan comme de prospective portent probablement sur l'autonomie de ces institutions et la viabilité de leur activité.
- **L'importance des « effets retours » du programme au regard de la mission éducative des MFR en France** : Les MFR ne sont pas des ONG pour lesquelles l'aide au développement est une finalité. Elles ne sont pas seulement des organisations professionnelles qui, par désir d'ouverture et altruisme, valorisent leur savoir-faire dans des programmes de

coopération. Elles sont avant tout des institutions de formation persuadées que leur action internationale contribue à leur mission éducative.

Le bilan du programme, comme les réflexions sur son évolution, doit inclure une analyse de sa contribution à la mission éducative première des MFR

2. Questionnement, méthode

2.1 Contribuer à amorcer une amélioration du dispositif de suivi

Une nécessité

La production et la mise à jour régulière d'indicateurs « objectivement mesurable » qui rendent compte de l'activité des programmes d'accompagnement, de l'évolution des institutions (MFR et réseaux) et de leurs actions sont une nécessité.

Elle apparaît indispensable au pilotage des programmes qui succéderont au DMP et à celui des MFR africaines et de leurs réseaux par leurs administrateurs. Elle devient nécessaire aux actions de communication et de plaidoyers que l'UMFREO et les réseaux nationaux devraient entreprendre pour consolider leurs alliances. (Les MFR françaises ont bien l'intérêt de tels indicateurs en mettant au point et en utilisant pour elles-mêmes un outil d'audit interne).

Méthode

La mission d'évaluation proposera très vite une première architecture de grille de suivi. Cette grille sera discutée avec l'équipe « Relations Internationales » dès cette phase « France » (Rendez vous est pris pour le 3 mars). L'équipe pourra ainsi la finaliser et commencer à la renseigner au moins partiellement d'ici la fin des missions « Afrique ». De leur côté, les évaluateurs la testeront au cours de leur mission. Un point sera fait sur cette première ébauche d'outil au terme de ces missions. Le rapport final de l'évaluation utilisera les résultats de cette première utilisation. Il intégrera des propositions et des suggestions pour la mise au point de l'outil. (Celui-ci ne pourra probablement pas être complètement finalisé dès la fin de la mission.)

2.2 1er Grille de questionnement « Fédérations françaises MFR »

Les premiers entretiens avec les principaux animateurs des programmes permettront aux évaluateurs de compléter leurs informations factuelles sur l'historique de l'action, les principaux acteurs et personnalités concernés, et les « faits marquants ».

Ces premiers entretiens seront complétés par des interviews semi-structurées avec les interlocuteurs et sur les sujets comme suit :

Interlocuteurs	Sujets
Les membres des comités de pilotage	Leurs attentes et leur perception de l'évaluation, les principales questions qu'ils se posent sur le programme. Leur propre opinion sur l'évolution de leurs partenaires : ce qui leur semble des acquis ou des points de fragilités tant au niveau des associations MFR, de leurs activités de formation et de leurs réseaux nationaux (notamment en ce qui concerne leur autonomie et leur viabilité). Leur vision de l'avenir de leur action de partenariat. Leur point de vue rétrospectif sur leurs propres difficultés à assumer leur mission mais aussi sur les apprentissages et les enrichissements liés à celle-ci. (Leurs points de vue sur leur collaboration avec l'équipe « Relations internationales » de l'Union et les formations organisées avec le FE3.). Leur relation avec d'autres acteurs qui interviennent en coopération dans leur domaine (la formation) ou leur zone d'action. Leur point de vue sur les effets en retour de leur partenariat et de leur action de coopération sur les maisons de leur département ou région.
Des responsables, moniteurs et élèves de MFR (non directement impliqués dans le pilotage de l'action)	Ce qu'ils savent de l'action de coopération et du partenariat conduit par la fédération. Ont-ils un point de vue sur les actions conduites sur le terrain ? Si oui lequel ? Y Ont-ils déjà été directement impliqués ? Si oui comment ? Qu'est-ce que cette implication leur a apporté ou appris ? Sont-ils intéressés par les questions qui concernent l'avenir de l'agriculture, du monde rural, et des relations internationales ? Si oui ont-ils une opinion sur ces questions ? Cette opinion a-t-elle été influencée par des informations ou des actions liées à l'action de coopération de la fédération.
Éventuellement des partenaires des MFR dans leur action de coopération.	Leur relation avec les MFR et leur participation à l'action de ces dernières. Leur propre politique de coopération et les perspectives d'évolution de ces politiques

2.3 1er Grille questionnement sur le terrain

La grille de suivi « activité résultat » élaborée avec l'équipe « Relations Internationales » sera testée et si possible renseignée avec les responsables des maisons et des réseaux (directeurs) via une série de questions « fermées ».

Des interviews semi-structurées seront conduites avec les interlocuteurs et sur les sujets présentés par le tableau ci-dessous.

Interlocuteurs	Sujets
Les responsables des maisons visitées (Président, directeur Administrateur)	Leurs attentes et leur perception de l'évaluation. Le fonctionnement de leur institution, la vie associative, la place des femmes dans les associations. Leurs propres difficultés à assumer leur fonction et leur rôle. Les liens entre leur institution et les acteurs locaux, sa participation au développement local. Leur analyse des difficultés de leur institution. Leur point de vue sur son degré d'autonomie, sur sa viabilité économique actuelle. Leur vision de leur avenir, leurs priorités, leurs pistes de développement. Leur opinion sur le partenariat avec les MFR France et les éventuelles formations et échanges dont ils ont bénéficié.
Les équipes pédagogiques des maisons visitées	Les modalités d'organisations des formations. (Plan de formation, modalités de recrutement). Comment sont conçues et comment évoluent les contenus des formations ? Les actions d'accompagnement post-formation, l'impact des formations sur le devenir des stagiaires. Leur propre « formation continue ». Opinions sur les améliorations à apporter au dispositif de formation.
Si possible des élèves (anciens élèves) Parents d'élèves	Leur motivation, leur opinion sur les formations ce qu'elles leur ont apporté, leur projet personnel, leur participation à la vie associative.
Les responsables des réseaux nationaux (Président, directeur Administrateur)	Leur vision du rôle et des finalités du réseau Le fonctionnement des réseaux, leur vie associative, leur perspective, les conditions de leur pérennisation. Leurs propres difficultés à assumer leur fonction et leur rôle. Les liens entre le réseau et les acteurs nationaux de la formation professionnelle, les liens entre les réseaux MFR et les OP faîtières, leur participation aux débats sur les politiques publiques. Les principaux acquis des réseaux, de leur point de vue.
Les partenaires nationaux (Ministères, SCAC, OP faîtières, éventuellement programmes et agences interviennent sur les questions de formation agricole)	Leur point de vue sur les MFR (en temps que structure de formation) et leurs réseaux (leur participation aux débats sur la formation), les forces et les faiblesses de leur mouvement. Leur diagnostic et leur pronostic sur la formation agricole et rurale dans leur pays. Leur opinion sur la place que devrait, pourrait occuper les MFRt

3. Calendrier

3.1 Première partie : les enquêtes France et terrain

Le démarrage de l'évaluation a dû être retardé d'une quinzaine de jours. Le calendrier des visites de terrain en Vendée, en Aquitaine et en Auvergne s'est retrouvé très contraint par les vacances scolaires. Ces contraintes ne permettaient pas à la Fédération Auvergne d'accueillir Lamine Ba pendant son séjour en France. Une réunion de travail est organisée sur Paris avec les deux principaux animateurs du programme. C'est Daniel Neu qui se rendra en Auvergne deux jours, en avril, pour rencontrer le comité de pilotage et le « deuxième cercle » des acteurs auvergnats.

Le calendrier de la première partie de la mission s'en trouve modifié comme suit.

Mois➔	Janvier			Février				Mars				Avril				
n° semaine➔	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Etape, Rendez-Vous⬇																
Préalables																
Cadrage DN avec F3E et responsable équipe RI le 29/01			X													
1ère réunion de travail DN équipe RI le 12/02					X											
Rencontre DN Jean Bosco Rouyer le 13/02					X											
Phase France																
Étude documentaire et 1re rencontre LB et DN 19 22 / 02r																
Rencontre LB DN Jean-Claude Daigney Directeur UNMFREO le 18 / 02																
Rencontre LB DN président UMNFREO le 20/02																
Comité de pilotage le 21/02																
Mission Vendée DN LB du 25 au 27 /02																
Rencontre LB André Godard et Hervé Berger (Auvergne/Cameroun) le 29/02																
Réunion sur outil de Suivi LB DN équipe MFR le 03/03								X								
Mission Aquitaine DN du 5 au 7/03																
Mission Auvergne DN le 29 et 30 avril																
Phase Afrique																
Mission Lamine Ba Cameroun (16 23 Mars)																
Mission Lamine Ba Bénin (24 31 Mars																
Mission Daniel Neu Maroc																

Reste à fixer la date du deuxième comité de pilotage, initialement fixée au 14 mars

Le calendrier de la deuxième partie de l'évaluation demeure sans changement

Mois➔	Avril				Mai					Juin				Juillet				
n° semaine➔	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Draft rapport provisoire (interne)																		
Rencontre MFR France (6 mai à Paris)						I												
Rencontre partenaires africains (13 mai)							I											
Finalisation rapport provisoire (23 Mai)																		
3ème Compil : 1ère restit. (entre 6 et 12 juin)											X							
Réunion CA UNMFREO (19 juin à Paris)												I						
Finalisation du rapport (remise le 23 juin)																		
Restitution élargie (7 juillet)															I			
Journée de formation (8 août)															I			

Les deux consultants conjointement — Daniel Neu — Mamadou Lamine Ba — Les deux consultants séparément

Annexe 3

Extrait des termes de référence : les principales caractéristiques des dossiers pays du DMP

Maroc

Pays	Maroc
Fédération	Fédération régionale des MFR Aquitaine-Limousin
Titre	Appui au travail en réseau des Maisons Familiales Rurales au Maroc, à leur organisation et à leur reconnaissance grâce à la structuration d'une Union Nationale.
Historique des MFR et contexte national :	Une dizaine d'associations locales de Maisons Familiales Rurales existe au Maroc. La moitié de ces MFR accueille des élèves, l'autre moitié est en phase de projet. Des problèmes de financement de la formation (qui dure 3 ans) sont importants même si des progrès ont eu lieu récemment. En effet, la troisième année de formation peut être financée dans le cadre de l'apprentissage. La première année et la deuxième année de formation ne bénéficient pas de financement pour l'instant. Le mouvement des MFR au Maroc est un nouveau dispositif de formation, complémentaire de ce qui existe (en particulier de l'enseignement agricole public mais également de l'enseignement professionnel). Il est en concertation permanente avec la DERD (Direction de l'Enseignement, de la Recherche et du Développement au ministère de l'Agriculture). Il est en relation contractuelle avec le SECFP (Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle) pour la deuxième année de formation reconnue dans le cadre de l'apprentissage. Le mouvement a également signé une convention de partenariat avec le SECJ (Secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse) et l'ENF (Education Non Formelle).
Objectifs	- Permettre à l'UNAMFR d'avoir les moyens de fonctionner et de remplir son rôle. - Accompagner l'organisation institutionnelle, associative et pédagogique des MFR marocaines. - S'assurer de la reconnaissance institutionnelle des MFR. - Accroître la qualité des activités dans les MFR.
Résultats attendus	- L'UNAMFR est organisée : siège social, permanent… - Les MFR sont reconnues : appui aux démarches de l'UNAMFR auprès des Ministères de l'Agriculture, de la Formation Professionnelle… - Les formations sont de qualité : formation des formateurs… - De nouvelles MFR sont créées.
Activités prévues	- Aide à l'installation du siège social de l'UNAMFR. - Appui aux démarches de l'UNAMFR auprès des administrations centrales. - Formation des administrateurs. - Formation de formateurs.
Bénéficiaires	- Conseil d'administration de l'UNAMFR et de responsables associatifs des MFR. - Directeur national de l'UNAMFR. - Equipe pédagogique des MFR

Activités réalisées	- Formation du directeur de l'UNAMFR en France. - Sessions de formation pour les administrateurs et les équipes au Maroc. - Accueil d'administrateurs et de formateurs marocains dans les MFR françaises. - Appui de courte durée au Maroc de la FR Aquitaine et de l'Union française pour suivi administratif…

Mali

Pays	Mali
Fédération	Fédération Départementale Ille-et-Vilaine
Titre	Appui à la création de trois nouveaux centres de formation par alternance, type « MFR » et constitution d'un réseau sur la 5ème région, Mali.
Historique des MFR et contexte national	En 1992-1993, le Conseil Général d'Ille-et-Vilaine a observé les difficultés de scolarisation des jeunes après 13-14 ans. Après une étude de terrain sur la région de Mopti, les MFR et l'AIVM ont collaboré pour mettre en place le premier établissement de type MFR dispensant une formation par alternance et géré par des familles. La première Maison accueillait des auditeurs en 1997. Forts de cette expérience réussie, d'autres villages de la 5ème région et d'autres régions ont voulu créer leur MFR. C'est ainsi qu'un programme 2004-2007 a permis d'accompagner d'autres associations à atteindre progressivement leurs objectifs de former professionnellement des jeunes.
Objectifs	- Apporter le concours à l'enracinement de la 1ère MFR. - Accompagner la mise en place de 3 nouvelles MFR. - Organiser un réseau de ces 4 MFR.
Résultats attendus	- Les nouvelles associations sont constituées. - Les 3 nouvelles MFR fonctionnent. - Un réseau des MFR existe.
Activités prévues	- Regroupement et travail commun des acteurs locaux. - Mise en place des 3 nouvelles MFR (locaux – fonctionnement – financement). - Rencontre des moniteurs pour échange sur pratiques pédagogiques. - Rencontre des administrateurs. - Rencontre avec les autorités locales et les acteurs du Monde rural de la 5ème région.
Bénéficiaires	- Conseil d'administration et équipe des 4 MFR. - Conseil d'administration du réseau.

Activités réalisées	<u>En France</u> : - Création d'un Comité Mali en charge de l'animation du réseau MFR d'Ille-et-Vilaine. - Sensibilisation à l'éducation, au développement et à la coopération internationale des jeunes ainsi que des parents. - Mobilisation sur des projets de solidarité des jeunes, des équipes et des conseils. - Mobilisation dans la collecte et la recherche de fonds. <u>Au Mali</u> : - Mise à disposition d'un volontaire avec un accompagnement de proximité au quotidien par le volontaire et périodiquement par des responsables des MFR d'Ille-et-Vilaine. - Formation des administrateurs et des moniteurs. - Rencontre des partenaires potentiels locaux, régionaux et nationaux et aide au montage des dossiers administratifs. - Aide à la création d'Associations et à leur fonctionnement. - Aide à la structuration d'un réseau régional pour une autonomie progressive et une cohérence des MFR maliennes.

Bénin et Burkina-Faso

Pays	Bénin Burkina-Faso
Fédérations	Fédération Départementale Vendée Fédérations Départementales Maine-et-Loire et Loire-Atlantique
Titre	Appui au processus d'autonomie financière et au travail en réseau des MFR du Bénin et du Burkina-Faso
Historique des MFR et contexte national :	1989 : à l'initiative du Président de l'association France Bénin, une mission d'identification met en place un projet d'appui à la création d'une première MAFAR (Maison Familiale Rurale) 1991 : 2 volontaires MFR validés par le MAE partent pour 3 ans à partir de mai 1991 1992 : le Conseil Général de Vendée s'associe à l'UNMFREO et au MAE pour la création d'une 2ème MFR 1997 : Les MFR de Vendée et le Conseil Général 85 s'associent pour l'appui au MAFAR dans le cadre de la coop. décentralisée 1998 : l'AFDI Pays de la Loire met les groupements Naam du Burkina en relation avec les MFR 44 et 49 2000 : un premier programme d'appui au démarrage des MFR du Burkina associe les MFR 44 - 49, l'UNMFREO et le MAE 2004 : 3 MFR fonctionnent au Bénin et 2 fonctionnent au Burkina : les MFR des départements 85, 49 et 44 s'associent dans le cadre du DMP pour un appui sur ces 2 pays.
Objectifs	- Appui à la mise en réseau – à la connaissance – la reconnaissance des MFR. - Appui à la recherche des moyens de leur pérennité. - Appui à l'organisation de réseaux de partenaires préoccupés par la formation rurale.
Résultats attendus	- Des MFR ayant la capacité de : * rechercher les moyens nécessaires à leur fonctionnement, * de faire connaître leur positionnement en matière de formation et de développement rural aux pouvoirs publics et administratifs du pays, * de travailler en réseau national, * de faire vivre et développer les relations avec les MFR de la sous-région, * de disposer des moyens de faire fonctionner leurs réseaux, * de rechercher les moyens nécessaires à leur perfectionnement et à leur développement,

	- des projets de nouvelles MFR et des éventuelles nouvelles MFR existent.
Activités prévues	- Rencontres et travail au niveau national et sous-régional. - Contact au niveau national. - Formation – perfectionnement. - Mise en place de dossier de financement. - Participation aux activités liées à la politique nationale de Formation Agricole et Rurale. - Recensement des demandes de création de MFR et accompagnement dans la réflexion.
Bénéficiaires	- Les 3 Mafar béninoises existantes et les communautés souhaitant créer leur MFR. - Les 2 MFR burkinabé et les communautés souhaitant créer leur MFR.
Activités réalisées	- Appui d'un volontaire - Travail en réseaux nationaux et binationaux des MFR, équipes pédagogiques et administrateurs. - Création de l'Union Béninoise des MAFAR. - Reconnaissance des partenaires nationaux des MFR : constitution de dossiers de demande d'appui financier, particulièrement pour avoir accès aux fonds financiers de formation professionnelle. - Mise en œuvre de la création d'une nouvelle MFR au Bénin et projet de 5 nouvelles au Burkina. - Participation aux politiques nationales de formation professionnelle.

Togo

Pays	Togo
Fédération	Fédérations Départementales Loire – Drôme/Ardèche
Titre	Appui à la redynamisation des Maisons Familiales de Formation Rurale du Togo.
Historique des MFR et contexte national	Nées dans les années 60, les MFFRT se sont rapidement développées et organisées. L'Union Nationale coordonne les 4 Régions et plus de 20 MFFRT quand les difficultés de financement des années 80 freinent leur activité. Le contact est renoué à partir de 2000 avec des MFR individuellement puis par la mise en place du Comité TOGO. Depuis 2003, les relations sont suivies et l'enjeu reste la pérennisation dans un pays qui doit encore renouer avec un régime politique qui permette l'aide internationale.
Objectifs	Permettre : - des échanges entre les différents acteurs des MFR du Togo et de France - aux MFFR togolaises de : * jouer leur rôle d'actrices de développement des personnes et du milieu, * rechercher les moyens nécessaires à leur autonomie et à leur pérennité, * participer à la construction d'un monde plus solidaire - des échanges entre les MFR des divers pays de l'Afrique de l'ouest
Résultats attendus	- les MFR togolaises sont autonomes, responsables, pérennes, connues et reconnues, - les MFR togolaises et françaises échangent entre elles, - les MFR de l'Afrique de l'ouest échangent entre elles, - le comité Togo promeut activement le partenariat - les MFR françaises participent activement à l'éducation et à la citoyenneté internationale.
Activités prévues	- Rencontres, sessions de formation des administrateurs des MFR togolaises. - Session de perfectionnement de formateurs. - Actions de formation et d'animation dans les MFR togolaises. - Missions d'appui et d'échanges entre les MFR françaises et togolaises.

	- Echanges avec les MFR ouest africaines. - Suivi régulier entre comité et MFR togolaises. - Missions d'évaluation.
Bénéficiaires	- Les 24 MFR togolaises et leur Union Nationale.
Activités réalisées	Les actions ont porté essentiellement sur trois axes : -La formation des acteurs des MFFRT (moniteurs et responsables associatifs) et des jeunes sur le terrain (module de trois jours de formation à caractère professionnel). Formation réalisée au bénéfice des 24 MFFRT et de leurs territoires sur l'ensemble du Togo. -Appui à la redynamisation des associations de base par une animation au nord d'un comité réunissant les MFR de Loire, Drôme et Ardèche, et au sud par des missions d'accompagnement et des rencontres sur le terrain au Togo. -Appui à la pérennisation par un accompagnement des responsables nationaux dans la recherche de partenariats nationaux et internationaux. Nous sommes en relation suivie avec le responsable national des MFFRT.

Cameroun 1

Pays	Cameroun
Fédération	Fédération Régionale Auvergne
Titre	Appui à la création de la MFR de l'Ouem
Historique des MFR et contexte national :	- 1995 : 1er contact d'un ressortissant camerounais avec l'UNMFREO. - 1998 : mission d'identification de l'UNMFREO. - 2002 : signature d'une convention de partenariat entre la FRMFREO Auvergne et les représentants de l'association camerounaise porteuse du projet. - 2005 : création de l'association Maison Familiale Rurale de Ndognhibé (MAFAREND)-Début de la formation des moniteurs en partenariat avec la FRMFREO. - Sept 2006 : acquisition d'un local (prêt du Ministère de la Santé)- Accueil du premier groupe d'élèves et début des activités de formation-. - 2007 : MAFAREND s'associe aux EFR (Ecoles Familiales Rurales) pour la constitution d'un réseau, dans la perspective d'une reconnaissance gouvernementale ceci dans le cadre de l'objectif national d'augmenter et d'améliorer la formation des jeunes ruraux
Objectifs	- Permettre la création de la 1ère MFR visant la formation des jeunes pour les faire vivre au pays
Résultats attendus	- Des jeunes fixés dans les villages et le retour de quelques jeunes des villes. - Amélioration des techniques sur les zones de production et renforcement des actions communautaires.
Activités prévues	- Etude de milieu. - Mise en place de l'association. - Mise en place des formations. - Formation des formateurs
Bénéficiaires	- MFR de l'Ouem (administrateurs et formateurs) : MAFAREND

Activités réalisées	- 5 sessions de formation auprès des formateurs sur des thématiques spécifiques à la pédagogie MFR. - Recrutement d'une équipe de formateurs. - Organisation d'un stage dans un centre de formation, participation à deux séminaires. - Visites aux familles - Tenue de réunions de sensibilisation et d'informations. - Mise en place d'un plan de formation afin de recevoir le premier groupe d'apprenants. - Accueil d'un premier groupe d'élèves.

Cameroun 2

Pays	Cameroun
Fédération	UNMFREO
Titre	Appui à la mise en réseau MFR (Maisons Familiales Rurales) et EFR (Ecoles Familiales Rurales) camerounaises et renforcement des capacités du réseau (extension du programme d'appui à MA.FA.RE.ND (Maison Familiale Rurale de NDOGNIBE)
Historique des MFR et contexte national :	En 1990, un premier projet de mise en place de centres de type MFR a associé l'IECD (Institut Européen de Coopération et de Développement), l'UNMFREO et le Ministère des Affaires Etrangères. L'Union s'est retirée de ce partenariat considérant que les objectifs poursuivis et les méthodes employées ne respectaient pas les bases d'engagement des MFR. Avec l'aide de SIMFR (association Belge : Solidarité International Maison Familiale Rurale), l'IECD a accompagné la création d'une vingtaine d'EFA (Ecole Familiale Agricole) qui au début des années 2000 se sont structurées en Union Nationale (UNEFA). En 2004 : - L'UNMFREO répond favorablement à la demande d'appui à la création d'une association dans la vallée de l'Ouem en partenariat avec l'AFDI et la FR des MFR d'Auvergne, respectant les bases d'engagement de l'UNMFR. (Cf. dossier Cameroun 1). - L'UNEFER des EFR (Ecoles Familiales Rurales) dissidentes de l'UNEFA ne trouvant pas l'appui adéquat avec ses partenaires d'origine sollicitent l'appui de l'UNMFREO. Dans l'objectif d'une recherche de partenariat avec le Minader et les collectivités territoriales camerounaises, essentiel pour la reconnaissance et la pérennité des actions des associations locales, l'UNMFREO a accepté d'appuyer la mise en réseau et l'institutionnalisation des 2 réseaux EFR et MAFAREND, dans le cadre du DMP.
Objectifs	- Appuyer la mise en réseau des associations EFR et MFR camerounaises et renforcer ses capacités pour la pérennisation des centres de formation par alternance, de leurs actions, dans la perspective de leur contribution durable au plan de profession-nalisation des jeunes ruraux du Cameroun.
Résultats attendus	- Des EFR et MAFAREND institutionnalisées au niveau national. - Indicateurs d'activités et de résultats des EFR et MFR élaborés. - Réseau structuré en groupes de travail. - Offre de formation par alternance et propositions aux Ministères structurées. - Schéma de certification de formation élaboré. - Validation du profil de moniteur et étapes de formation et d'évaluation établies. - Coût des formations établi. - Plan de développement du réseau élaboré. - Outils de communication construits.
Activités prévues	- 3 séminaires de regroupement des présidents, trésoriers et directeurs des EFR. - Ateliers locaux de production. - Séminaire sur alternance – formation professionnelle.
Bénéficiaires	- MFR de l'Ouem : MAFAREND

	- 14 EFR
Activités réalisées	- La participation de 3 responsables aux séminaires interafricains de Yako (2005) et Chaingy (2007). - En 2008 : organisation du Séminaire interafricain de Garoua... - 2 regroupements nationaux (2006 : séminaire de Bafia et 2007 ateliers de Yaoundé).... En Février 2008 : ateliers à Douala et colloque sur Alternance et formation professionnelle des jeunes ruraux :.participation du Minader et du Fafpa. - Appui par le chargé de la fédération des MFR d'Auvergne.... - Appui à la création de FEMAFARC (Fédération Nationale des MFR camerounaises, MFR et EFR), appui à l'élaboration et à la présentation d'un projet de contribution au développement de l'Enseignement Agricole Camerounais et au développement du métier d'animateur rural formateur.

RCA

Pays	RCA
Fédération	Fédération Régionale Franche-Comté
Titre	Appui et aide à la reconstruction pour pérennisation et élargissement de l'action des CREF, République de Centrafrique
Historique des MFR et contexte national	*17 associations CREF avec création du premier CREF en 1966. * Les CREF sont organisés en Unions Régionales et une Union Nationale dont le siège est à Bangui. * Gestion de chaque CREF par une organisation paysanne composée de villageois groupés en association avec un CA. * Un Centre National Pédagogique pour la formation des formateurs.
Objectifs	- Redémarrer la formation dans les CREF. - Redynamiser les associations CREF. - Assurer la formation de formateurs. - Réhabiliter et réaménager le Centre Pédagogique. - Permettre aux CREF de devenir des lieux d'expérimentation et d'échanges techniques.
Résultats attendus	- La moitié des CREF a effectivement redémarré. - Le Centre Pédagogique est reconstruit. - La DN CREF a fait aboutir les micro-projets des CREF et un redémarrage des formations. - L'UNACREF assure un travail d'orientation des CREF. - L'extension des CREF est prévue.
Activités prévues	- Deux missions par an des MFR Franche comté pour : * un appui institutionnel et méthodologique aux formateurs et administrateurs des CREF ; * un appui technique par la mise à disposition de documents ; - Accueil de formateurs de CREF en Franche Comté - Jumelage entre CREF et MFR. - Montage de micro-projets.
Bénéficiaires	- 17 CREF - UNACREF

Activités réalisées	-3 missions effectuées depuis oct.2005 de F-Comté en RCA. *diagnostics et évaluation des besoins du milieu *relance du système associatif *session pédagogique des formateurs *session de formation des administrateurs *rencontre des partenaires du SCAC, du ministre de l'agriculture, des ONG - Réhabilitation des locaux du Centre Pédagogique et de 4 CREF(rénovation, équipement). - Accueil de 2 personnes des CREF en juillet 07 et travail sur le partenariat

Echanges entre partenaires du Nord

Pays	France
Fédérations	UNMFREO – FD Vendée – FD Maine et Loire – FD Loire Atlantique – FR Auvergne – FR Franche-Comté – FD Ille-et-Vilaine – FR Aquitaine – FD Loire – FD Drôme/Ardèche
Titre	***Echanges entre les partenaires MFR France***
Historique et contexte	L'UNMFREO qui, durant des années, a assumé seule la responsabilité des partenariats avec les pays du Sud, a décidé vers les années 1990, chaque fois que cela serait possible, de partager ses responsabilités avec une fédération MFR Régionale ou Départementale volontaire. Aujourd'hui une vingtaine de partenariats existent sous cette forme. Cela permet de rendre les actions plus proches de la base, d'associer plus étroitement et de façon non anonyme élèves, parents, maîtres de stage et d'apprentissage, formateurs et administrateurs et d'être beaucoup plus nombreux à s'enrichir de la culture et de l'expérience des autres. Les acteurs de la coopération intervenant sur le thème de la formation rurale sont nombreux : ONG de développement – administrations – organismes privés français et internationaux,… L'implication de l'UNMFR au côté des MFR et de leur organisation n'est pas exclusive et il est nécessaire aujourd'hui de renforcer ses relations avec ces acteurs de la coopération internationale.
Objectifs	Echanger l'expérience des uns et des autres à travers les partenariats respectifs en poursuivant une réflexion commune, s'informer et se former aux démarches de développement, de rencontres interculturelles, et sur les questions de formation rurale. - Améliorer les partenariats fédérations de MFR françaises et MFR africaines. - Assurer cohérence et synergie dans les actions de coopération menées par les MFR. - S'insérer ou créer un groupe d'organisations françaises impliquées dans des partenariats MFR en Afrique et préoccupées par les questions de formation agricole et rurale en Afrique. - Développer l'éducation citoyenne dans nos MFR.
Résultats attendus	- Une plus grande efficacité et cohérence de nos actions de coopération internationale - Acquisition d'une culture commune en matière de coopération internationale. - Insertion et rencontre au sein d'un groupe d'organisations françaises sur le thème de la formation rurale. - Développement de l'éducation à la citoyenneté internationale des élèves et stagiaires.
Activités prévues	- Animation et suivi des comités de pilotage dans chaque fédération impliquée dans un dossier par un chargé de relations internationales de l'UNMFREO. - Rencontres bisannuelles des fédérations impliquées. -Recensement des partenaires français en partenariat avec les MFR africaines et des organisations portant un

	intérêt particulier à la problématique de la formation rurale en Afrique. -Collaboration active avec MAE – direction du développement et de la coopération technique (DCT) – bureau de la formation professionnelle et de l'enseignement technique / formation rurale et agricole. - Rencontre bisannuelle de ce groupe sur des thématiques définies par lui même. - Animations fédérales d'un groupe de représentants des MFR sur la thématique de l'éducation au développement et la citoyenneté internationale.
Bénéficiaires	- Un animateur du service relations internationales de l'UNMFREO. - Dans chaque fédération concernée, un comité de pilotage composé de salariés et d'administrateurs des MFR co-animé avec une personne de l'UNMFREO. - Dans chaque fédération, un groupe « éducation au développement » composé de représentants de chaque MFR du département.
Activités réalisées	- Réflexion et mise en oeuvre dans chaque fédération d'actions d'ouverture au monde. - Formation F3E : « programmation – suivi –évaluation » sur 4 années. - Journées annuelles des partenariats internationaux des MFR. - Participation au réseau FAR (Formation Agricole et Rurale) et réflexions sur les problématiques de formation professionnelle et jeunes ruraux.

Appui à la mise en réseau des MFR africaines

Pays	***Bénin – Burkina-Faso – Cameroun – République du Congo – RDC – RCA – Mali – Maroc – Rwanda – Sénégal – Tchad – Togo et Madagascar.***
Fédération	UNMFREO
Titre	***Appui à la mise en réseau des MFR africaines***
Historique et contexte	Des rencontres de MFR africaines ont déjà eu lieu à quelques reprises depuis leur création. Cependant le coût et la difficulté des déplacements sud-sud sont conséquents et ne permettent pas aux réseaux nationaux de MFR de se rencontrer aussi souvent qu'ils le souhaiteraient. En décembre 2002, les MFR ont autofinancé une rencontre des MFR africaines au Bénin.
Objectifs	***- Permettre aux MFR africaines de pouvoir mutualiser, valoriser, faire connaître leurs actions et de développer leurs capacités à se faire reconnaître et à se positionner dans les débats et les décisions concernant l'enseignement technique et professionnel rural dans leur pays et en Afrique.*** - Faciliter la mise en réseau des MFR de chaque pays et des représentations nationales des MFR. - Permettre aux acteurs des MFR africaines d'échanger sur les réalités de leurs MFR. - Mutualiser les moyens mis en œuvre par les MFR des différents pays pour permettre leur pérennité. - Faire connaître les situations des MFR africaines pour une prise en compte de leurs spécificités.
Résultats attendus	- Les MFR sont organisées en réseau au niveau national. - Les MFR forment un réseau connu et reconnu en Afrique.

Activités prévues	- Rencontre annuelle des MFR dans chaque pays. - Echanges – mutualisation… entre les rencontres. - Une rencontre interafricaine des MFR. - Une rencontre sous-régionale (Ouest – Centre/Est) des MFR.
Bénéficiaires	- Dans chaque pays : les directeurs et les présidents – secrétaires et trésoriers des associations. - Au niveau sous-régional : les présidents et les directeurs des réseaux nationaux des MFR.
Activités réalisées	- Déc 2005 : rencontre des MFR africaines à Yako – Burkina-Faso. - Juillet 2007 : participation des MFR africaines au 1er forum international des MFR à Chaingy (France) - Dans chaque pays : des rencontres nationales fréquentes et régulières. - Participation avec des représentants des MFR aux rencontres africaines du réseau FAR (Formations Agricoles et Rurales).

Animation – capitalisation – évaluation

Pays	Ensemble des pays du DMP
Fédération	Ensemble des fédérations
Titre	3.2 Animation – capitalisation – évaluations
Historique et contexte	L'ensemble des projets développés dans ce dossier multi-pays nécessite une animation en France qui n'est pas prise en compte dans les dossiers individuels. Que ce soit l'histoire de la coopération des MFR ou l'ensemble des actions réalisées grâce à ce dossier, l'ensemble de ces éléments nécessite d'être mutualisé et capitalisé, démarche qui n'a pas pour l'instant été formalisée au sein des MFR. Depuis plus de 40 ans, les MFR ont développé une politique de coopération internationale, sur laquelle il s'avère nécessaire qu'un regard extérieur peut être porté afin d'envisager, entre autres, une amélioration des processus en cours et à naître.
Objectifs	**Animation :** - Animer et coordonner les actions de coopération internationale. - Renforcer la cohésion et la coordination des actions de coopération internationale. - Consolider et développer les compétences à mettre en œuvre dans les fédérations pour suivre des partenariats internationaux. - Animer les comités de pilotage fédéral. - Préparer et participer à la préparation et au déroulement des missions. - Participer à la vie des réseaux et des coordinations d'organisations préoccupées par les questions de formation rurale. - Animer le groupe « France » des acteurs concernés par le développement des MFR africaines.

	Capitalisation : - Faciliter la mutualisation et la capitalisation de l'histoire de la coopération des MFR, des actions de coopération internationale des MFR, des méthodologies mises en œuvre, **Évaluation :** - Évaluer l'action mise en œuvre par ce dossier multi-pays : - Permettre au MAE d'apporter son regard et son avis sur les MFR africaines.
Résultats attendus	**Animation :** - Les différents projets sont suivis dans leur déroulement : la mise en œuvre des moyens envisagés, le programme des activités, le suivi des comptes rendus d'activité et financier, la préparation et la participation aux missions, - Les personnes chargées plus particulièrement des partenariats au sein de chaque comité ont acquis de nouvelles connaissances et compétences en matière de coopération internationale. - Les comités fédéraux de partenariat se réunissent et traitent de la mise en œuvre des partenariats, - Le groupe des organisations françaises s'intéressant aux questions de formation rurale se réunit, s'est fixé des objectifs et les a atteints. **Capitalisation :** - Un document concernant les questions de formation rurale en Afrique partant de l'expérience des MFR est rédigé et publié. - Un recueil des expériences des MFR africaines est rédigé et publié. - Les mémentos des administrateurs et des moniteurs de MFR sont actualisés et diffusés dans le réseau. **Évaluation :** - Les responsables des comités de pilotage ont acquis les techniques d'évaluation nécessaires à la mise en œuvre des auto-évaluations. - À chaque mission auprès des MFR africaines, une évaluation est réalisée. - À mi-parcours, une mission composée d'une personne de l'UNMFR – de la fédération concernée par le partenariat et du MAE réalisera une évaluation intermédiaire. - En relation avec le F3E, une évaluation finale sera réalisée par un ou des acteurs extérieurs aux MFR.
Activités prévues	**Animation :** - Appui aux personnes chargées du suivi du partenariat dans les fédérations. - Animation des comités de pilotage. - Suivi des dossiers et de l'action en France et en Afrique. - Animation et suivi du groupe « formation rurale – MFR ». **Capitalisation :** - Rédaction et publication d'un document de présentation des problématiques rencontrées, des réponses trouvées et envisagées. - Rédaction et publication d'un recueil d'expériences des MFR africaines. - Actualisation des mémentos administrateurs et moniteurs MFR. **Évaluation :**

	- Formation des responsables des comités de pilotage aux techniques d'évaluation. - Des auto-évaluations sont réalisées lors de chaque mission. - Une évaluation intermédiaire est menée par les acteurs MFR et un représentant du MAE. - Une évaluation finale est réalisée en relation avec le F3E. - L'ensemble des résultats dégagés par les évaluations permet d'envisager les corrections à réaliser sur la fin des projets et les suites à donner à l'issue de ce cofinancement de trois ans.
Bénéficiaires	**Animation :** Les bénéficiaires principaux seront : - Les MFR africaines et les réseaux de MFR concernés par l'ensemble des sous-dossiers. - Les membres des comités de pilotage des fédérations impliquées dans les partenariats. **Capitalisation :** Directement, c'est l'ensemble des acteurs du réseau des MFR en France et dans le Monde qui bénéficiera de cette mutualisation et capitalisation des actions de coopération internationale des MFR, les acteurs de la solidarité internationale intéressés par les questions de formation rurale et de responsabilité associative pourront aussi en bénéficier. Indirectement, ce sera l'ensemble des acteurs des communautés rurales, des acteurs de la coopération internationale, souhaitant mettre en place des centres de formation de type MFR. **Évaluation :** Directement, c'est l'ensemble des acteurs du réseau des MFR en France et dans le monde qui bénéficiera de cette coopération internationale, les membres du F3E et les acteurs de la solidarité internationale intéressés par les questions de formation rurale et de responsabilité associative.

Activités réalisées	**Animation** : Trois personnes, soit 2 équivalents Temps plein, salariées de l'UNMFREO, ayant des compétences en relation internationale et une expérience en MFR ont assuré la mise en œuvre du DMP et ont accompagné les 7 fédérations. - En Afrique : o Dans le cadre des sous-dossiers géographiques : 7 réseaux nationaux de MFR – 59 associations – de l'ordre de 1200 administrateurs – 1500 personnes concernées par l'animation ou la formation assurée par les MFR approximativement. o Grâce aux rencontres interafricaines : les MFR Sénégal (28), Tchad (10), RDC (1) et Madagascar (4), non impliquées directement dans les actions du DMP, ont également été concernées par cette animation. - En France : o 7 comités fédéraux de partenariat, soit 70 personnes environ o 9 fédérations de MFR L'ensemble des missions ont été préparées, assurées et suivies au cours de rencontres et ont fait l'objet de document de formalisation. - L'UNMFREO a participé à l'ensemble des réunions – rencontres – séminaires relatifs aux problématiques de formation professionnelle rurale – jeunes ruraux **Capitalisation** : - les formations F3E « programmation – suivi – évaluation » ont fait l'objet de documents de synthèse - lors des rencontres Nord/Nord – Sud/Sud, des articles ont été écrits et publiés - un premier travail de rédaction relatif à l'historique et à la situation a été réalisé sans être encore formalisé afin d'être communicable - un CD récapitulant les éléments clés de la rencontre Sud-Sud a été réalisé **Évaluation** : - au cours de chaque mission terrain, un volet suivi a été assuré - les propositions et préparations de mission de suivi conjointe avec le MAE ou les SCAC des pays ont été faites - le programme de formation F3E a été réalisé

Annexe 4 :

Les valeurs des MFR, extrait du document de présentation du Dossier Multi-pays

Justification.

Depuis 40 ans, le système MFR s'est implanté et se développe en Afrique sub-saharienne.

La mise en place et le développement des MFR répondent aux enjeux de la situation actuelle de la formation rurale en Afrique.

En effet, une Maison Familiale Rurale, c'est :

- **Des familles responsables :**

  Dans le monde entier, une Maison Familiale Rurale, c'est une association de familles et de personnes intéressées par les problématiques de formation et de développement des territoires.

  Le conseil d'administration, élu par l'assemblée générale de la MFR, assure la gestion et les orientations de la MFR.

  L'association s'entoure des appuis d'organismes partenaires qui lui permettent d'atteindre les buts qu'elle s'est fixés. En effet, elle se doit de rechercher des soutiens moraux et des concours techniques, matériels et financiers, en vue de compléter ses propres efforts, tout en faisant respecter ses valeurs fondamentales.

- **Des formations conduites en alternance :**

  Le savoir ne s'acquiert pas seulement à l'école. Il existe des savoirs qui ne peuvent s'acquérir que dans des situations sociales et professionnelles avec d'autres. L'alternance imaginée par les fondateurs des MFR (temps de travail en milieu socio-professionnel – temps d'étude à la MFR) trouve sa pleine efficacité grâce à une articulation de qualité entre ces deux temps et en utilisant des outils spécifiques que sont notamment le plan d'étude1 et la mise en commun[2].

  À l'inverse de la logique scolaire classique, qui est d'apprendre pour entreprendre, les MFR mettent en œuvre une méthode pédagogique basée sur une démarche en deux temps : sur le terrain, le temps "du faire et de l'action" et à l'école, le temps "de la réflexion et du sens". Ainsi tous les plans de formation sont construits en partant du milieu familial, social, professionnel du jeune.

[1] Plan d'étude : questionnaire qui permet de recueillir des informations de type professionnel, familial ou social pendant le stage et qui facilite le dialogue entre le jeune et les adultes qui l'entourent.

[2] Mise en commun : phase pédagogique à la MFR. Chacun s'exprime sur son vécu de stage en comparant ses pratiques.

- **Une volonté de participer au développement de leur territoire :**

  Dans les populations concernées qui n'ont pas les moyens financiers de ne pas avoir d'activités économiques au cours d'une année, l'alternance, tout en permettant la mise en œuvre d'une pédagogie adaptée, permet aux stagiaires et formés de poursuivre leurs activités de production, ils ne voient donc pas leurs revenus diminués, mais au contraire augmentés grâce à l'apport de la formation.

L'alternance : une formation à temps plein conduite selon un rythme approprié

Trois caractéristiques principales de l'alternance MFR :

- L'acteur en formation est le principal artisan de sa formation. Dans la pédagogie des Maisons Familiales Rurales, le parcours de formation est construit à la fois pour reconnaître et valider les expériences des jeunes ou des adultes vécues dans leur environnement et pour tenir compte de leur projet personnel et professionnel.
- Une formation qui intègre une dimension sociale. Dans l'alternance proposée par les Maisons Familiales Rurales, la formation ne prend sa véritable dimension que s'il y a interpellation et questionnement des personnes qui entourent l'acteur en formation. L'analyse des pratiques et du vécu met chacun dans une dynamique de changement. La pédagogie de l'alternance ne concerne donc pas seulement celui qui est en formation mais l'ensemble des parents et des maîtres de stage par un système de partage et de confrontation d'expériences.
- La formation technique sert la formation générale. Au travers de la démarche de l'alternance, la formation à un métier n'est pas l'unique finalité. L'esprit de curiosité et de recherche, la prise de responsabilité progressive, l'autonomie, les capacités d'initiative, la prise de parole, les autres formes d'expression, sont autant d'éléments constitutifs des apprentissages. L'alternance doit permettre au jeune ou au stagiaire de comprendre ce qu'il vit et de développer ce qu'il est grâce à la complémentarité de l'action des familles, des maîtres de stage et des moniteurs.

❖ **Une approche globale de l'éducation.**

La Maison Familiale Rurale accueille les jeunes et les adultes en prenant en compte leur personnalité, leur culture et leur savoir issus de milieux familiaux, sociaux et professionnels différents. Elle permet ensuite à chacun d'aller le plus loin possible par une succession d'étapes et d'expériences à la fois collectives et personnalisées. Mais l'ambition des Maisons Familiales Rurales ne se limite pas à l'acquisition des connaissances, des savoir-faire ou même du savoir être. Au-delà d'une formation générale et professionnelle, les Maisons Familiales Rurales visent également une formation civique et humaine, un savoir être ensemble.

- Un apprentissage de la vie en groupe.

Les jeunes et les adultes trouvent à la Maison Familiale Rurale un cadre de vie agréable conçu pour valoriser leurs aptitudes et en acquérir de nouvelles. La structure, adaptée aux moyens locaux et de chaque pays, reçoit les élèves en internat, organise de nombreuses activités de groupes pour que chacun travaille avec l'autre, procure une ouverture culturelle grâce aux activités conduites dans la journée ou en soirée, prépare les jeunes et les adultes à une insertion réussie dans la société pour qu'ils y trouvent toute leur place et y prennent des responsabilités.

- Une Maison Familiale de proximité à taille humaine.

Une Maison Familiale Rurale agit dans la zone où elle est installée. Elle est proche des besoins des habitants. Le terme « Maison » signifie bien un lieu aux dimensions et aux conceptions humaines. Les locaux sont aménagés pour que chacun s'y sente à l'aise. Les relations s'établissent dans un climat convivial mais avec de fortes exigences éducatives. Le nombre d'élèves ou d'adultes présents chaque semaine est limité. L'équipe de moniteurs est en conséquence réduite. Chacun se connaît et se respecte et apprend la vie en collectivité.

- Des moniteurs, techniciens et animateurs.

Présents toute la journée, la monitrice, le moniteur assurent des fonctions de relation, d'enseignement, d'éducation auprès des jeunes en accompagnant le projet de chacun d'entre eux. Ce sont des spécialistes de la pédagogie de l'alternance qui connaissent bien l'environnement de la Maison Familiale Rurale, les jeunes, leurs familles et les maîtres de stage. Ils s'impliquent dans le développement du territoire où la Maison Familiale Rurale inscrit ses activités.

- Des familles actives dans l'éducation de leurs enfants.

La Maison Familiale Rurale est un lieu de parole, d'écoute et d'échanges qui permet une solidarité entre les familles. Elles peuvent assurer pleinement leur rôle de parents tout en s'impliquant dans les plans de formation qui tiennent compte des priorités qu'elles affichent.

❖ Un rôle dans le développement local :

En organisant une formation agricole pour leurs enfants, les parents agriculteurs qui ont créé la première Maison Familiale Rurale, ont mis en place simultanément une coopérative de production et de vente de produits agricoles. Quand ils ont engagé un technicien, ils l'ont apprécié tout autant pour ses qualités de conseiller auprès des familles d'agriculteurs que pour son action de formateur auprès des jeunes. Par la suite, cette participation au développement de la communauté locale est devenue une des caractéristiques fondamentales de toutes les Maisons Familiales Rurales dans le monde.

La structure même de ces Maisons Familiales Rurales avec leurs trois caractéristiques principales (gestion associative, promotion des hommes et formation en alternance), constitue le facteur clé qui engage les familles dans la prise de conscience, puis dans la résolution des problèmes qui les concernent.

Lorsque des hommes ou des femmes sont interrogés sur ce que les Maisons Familiales Rurales leur ont apporté, avant même de se référer par exemple aux augmentations de rendements agricoles, à l'organisation des producteurs ou à la diminution de la mortalité infantile, ils répondent assez généralement : « Maintenant nous osons dire, nous avons appris à parler, nous osons entreprendre, nous osons faire, nous agissons ensemble. »

José Emigdio, Président des associations des Maisons Familiales Rurales du Honduras, s'exprimait ainsi en 1993 au sujet du rôle de la formation : « Elle permet d'améliorer le niveau de vie des personnes qui vivent dans la région, d'améliorer les productions et d'éviter la migration des jeunes vers les villes où ils ne peuvent pas trouver d'avenir. La formation fait découvrir de nouvelles techniques pour augmenter sa production et ses revenus. Elle permet aussi d'améliorer sa condition sociale, de former sa personnalité, d'améliorer sa relation avec les autres (C'est une des conditions de la paix sociale. »

C'est cette conception du développement qu'avait perçue le Président L.S. Senghor en 1970, lors de la visite d'une Maison Familiale Rurale au Sénégal. Il disait : « Ce qui m'intéresse dans ce que vous faites, c'est tout autant, sinon plus, la participation effective de tout le milieu à une entreprise de formation que la formation en elle-même dispensée avec profit aux jeunes. »

Annexe 5 :

La mise en œuvre du DMP vue par les MFR Africaines

Synthèse de la réunion de Yaoundé du 13 mai 2008

Les MFR concernées par le DMP sont, comme prévu, celles du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Togo, du Cameroun, de la République Centrafricaine et du Maroc.

Les MFR du Togo et de la RCA sont de la génération des premières MFR Africaines, celles des années soixante, mais qui, suite à la perte du soutien de leurs partenaires extérieurs et de leur Etat, étaient plongées dans un quasi-coma. Grâce notamment au DMP, ces MFR du Togo et de la RCA sont en train de se renouveler.

Une des caractéristiques premières de la situation de ces MFR, excepté le Maroc, est la faiblesse de leur nombre dans les différents pays : elles sont 5 au Mali, 3 (bientôt 4) au Bénin, 2 au Burkina Faso et 1 au Cameroun. Selon les informations à notre disposition, les MFR en cours de relance au Togo et à la RCA sont respectivement de 5 et 4.

La conséquence en est que, même si elles se sont regroupées en Unions Nationales également soutenues par le DMP, les MFR Africaines restent encore très fragiles et incapables d'assurer leur autonomie financière.

Il importe, cependant, de souligner que dans la plupart des pays, les MFR semblent avoir acquis une certaine sympathie et reconnaissance de la part des pouvoirs publics ; ces derniers, rattrapés par les événements et convertis aux enjeux de la formation agricole et rurale en direction des jeunes, semblent leur prêter une oreille plus attentive. Mais de la reconnaissance… à l'appui financier, gage dans une large mesure de leur pérennité, du chemin reste encore à parcourir !

Néanmoins, cette ouverture des autorités publiques est porteuse d'opportunités nouvelles pour les MFR ; mais elle est aussi synonyme d'exigences nouvelles en termes de professionnalisme et de performance.

Fonctionnement des Associations des MFR Africaines

Même si les MFR, au sein des pays, restent numériquement faibles en général, il faut noter que dans beaucoup de cas, grâce au DMP, une plus grande prise de conscience a émergé quant à la nécessité de se mettre en réseau et d'avancer vers la mise en place d'Unions Nationales. Au Mali, l'option est allée vers la création d'une fédération régionale pour être en phase avec la configuration actuelle des MFR qui se concentrent dans la région de Mopti.

Dans certaines Unions préexistantes au DMP, des initiatives sont développées en vue de les renforcer : ainsi au Togo, un important travail de réorganisation de l'association a été mené et il a abouti à un profond renouvellement du CA de l'Union.

En RCA, un effort de redynamisation de l'UNACREF a été entrepris et il a bénéficié d'une formation des administrateurs en vue de les outiller davantage.

Les Unions sont aujourd'hui engagées dans une grande dynamique de promotion des MFR auprès des autorités tant nationales que locales, mais aussi en direction des acteurs ONG et de la coopération au développement.

Si l'on examine les relations entre les MFR et leurs Unions d'une part et leurs États respectifs d'autre part, on constate une reconnaissance juridique et on peut considérer, aussi, comme nous l'évoquions ci-dessus une reconnaissance institutionnelle ; elles bénéficient d'un a priori favorable et sont, de plus en plus perçues, comme des actrices essentielles de la formation agricole et rurale.

En RCA, les CREF ont reçu la visite du Ministre d'État chargé du développement rural.

Pourtant, malgré cette disposition favorable, en dehors du Maroc (cf. rapport pays), seules les MFR du Burkina Faso ont accédé à un soutien financier, du reste limité, de l'État : dans ce pays, les MFR ont obtenu un agrément avec le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi et par ce biais bénéficient d'un financement du Fonds d'Appui à l Formation Professionnelle. Leurs activités d'alphabétisation fonctionnelle bénéficient aussi de l'appui du fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle.

S'agissant des relations avec les autorités locales et notamment les collectivités territoriales, les acquis sont faibles ; les seules avancées notées concernent :

- le Bénin, où la MAFAR de SAM a pu signer en 2007 une convention de partenariat avec la commune de Kandi qui s'est traduite par un appui financier durant la même année.

- au Mali, les MFR ont été inscrites dans les plans de développement de leur commune et elles ont bénéficié cette année d'un soutien communal.

- au Burkina, l'appui des collectivités locales s'est pour le moment limité à un parrainage (en cours) pour un accès à des financements du FAFPA (Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle).

Les relations avec les ONG et autres acteurs de la coopération au développement, si elles sont réelles, elles n'ont pas produit beaucoup de résultats pour les Unions. Dans ce cadre, on a noté la signature d'une convention de partenariat entre l'UNACREF et une ONG Italienne (COPI) ; en outre, le PNUD a assuré la réhabilitation de CREF.

L'UBMAFAR a également obtenu un financement de la délégation nationale de l'Union Européenne au Bénin dans le cadre du programme OSCAR ; ce financement est prévu sur une année.

Enfin, il faut souligner, qu'aucune Union n'a encore réussi à tisser des relations de partenariat avec une organisation faîtière de producteurs. Pourtant, ces dernières semblent être des alliés de choix dans la perspective de la définition d'une politique de formation agricole et rurale et des mécanismes de financement durable.

Au total, on peut remarquer que malgré une volonté affichée et des initiatives plus ou moins fortes, les Unions et leurs structures de base restent encore relativement esseulées, ce qui est incompatible avec une démarche d'autonomie et cela constitue un handicap dans l'assumation de leurs missions.

Les activités de formation des MFR Africaines

Elles sont généralement de 2 types : des formations longues (de 1 à 3 ans) pour les jeunes et des formations modulaires pour les adultes hommes et femmes.

La formation des jeunes touche des ex-scolarisés et dès fois, des analphabètes.

Au Burkina Faso, des référentiels métiers et formations ont été élaborés en 2007 et sont en train d'être testés. À ce niveau, il faut regretter l'absence d'une réflexion transversale d'autant que tout le monde semble engagé dans cette démarche ; en RCA, est posée la nécessité de réactualiser le référentiel métier qui serait; d'après les concernés eux-mêmes, dépassé.

Un autre fait notable concernant les formations est la tendance à leur diversification : en plus de formations en agriculture et en élevage, des thèmes nouveaux portant sur la santé, la planification familiale, voire l'artisanat sont introduits dans les formations.

Au Togo, l'équipe de formateurs est vieillissante et il se pose un véritable problème de renouvellement (recrutement et formation) d'une nouvelle équipe.

La densification des formations est, en général, faible et dans beaucoup de MFR, la participation des stagiaires aux frais de formations (notamment pour la nourriture) reste une équation.

Néanmoins, les effets des formations semblent bien appréciés par les ex-bénéficiaires même si la question de l'appui à l'insertion des ex formés reste une question non résolue ; la plupart des ex-formés rencontrés affirment avoir pu valoriser un tant soit peu leurs formations, ce qui leur a procuré des résultats additionnels. De plus, on note une démarche intéressante d'implication des ex-stagiaires dans le fonctionnement des MFR.

L'impact des formations sur le milieu devient perceptible et nécessiterait une étude approfondie pour en révéler l'importance ; mais d'ores et déjà une enquête réalisée au Mali a démontré que moins de 10 % des jeunes formés partaient en exode.

Perspectives

Elles tiennent en quelques grands points :

1. Accroître les MFR dans les pays et essaimer dans d'autres régions ; installer les Unions au cœur de cette démarche.
2. Améliorer les capacités professionnelles des MFR : recrutement et formation des formateurs, renforcement des infrastructures de formations, mise au point des référentiels métiers et de formations
3. Mobiliser des ressources pour le fonctionnement des Unions.
4. Renforcer les capacités des administrateurs et les accompagner dans la définition d'une vision stratégique des MFR.
5. Renforcer l'implication du milieu ainsi que celles des autorités locales et étatiques dans la prise en charge des MFR.
6. Maintenir et renforcer les échanges entre les MFR Africaines.

États des lieux des MFR Africaines

Nom	Pays	Réseau	Date de création	Nb, adhérents	BUDGET ANNUEL			
					Montant total	Participation locale	Subvention	Autres
YAKO	Burkina Faso	UNMFR	27/09/2001	165	3 500 000	25 %	70 %	5 %
SEGUENEGA			30/08/2001	192	-	-	-	-
TORI	Mali	Fédération Régionale	Avril 2004	31 entités	5 512 100	8 %	91,64 %	-
PEL			Nov. 2007	10 coop.	3 936 600	18 %	79,02 %	2,85 %
DANDOLY			-	14 villages	5 540 000	-	-	-
BAYE			Nov. 2007	33 villages	4 189 850	2 %	98 %	-
FATOMA			Mars 1996	26 000	3 651 650	0 %	100 %	-
KILIBO	Bénin	UBMAFAR	21/12/1995	237	4 300 000	37,79 %	46,51 %	15,97 %
SAM			Nov. 1992	334	4 590 000	20 %	80 %	-
MAFAREND	Cameroun	FEMAFARC	18/06/2005	63	5 000 Euros	-	-	-
//////////////////	//////////////	//////////////////	//////////////////	//////////////////////	//////////////	//////////////////////	//////////////////	//////////
EFR Batouri	Cameroun	UNEFR -FEMAFARC	15/01/2006	15	1 200 000	10 %	63 %	27 %
EFR Nkom			11/05/2007	30	1 623 000	62 %	12 %	13 %
EFR Endoum			Janv. 2002	19	525 000	40 %	30 %	10 %
EFR Yenga			Août 1999	58	698 000	40 %	51 %	9 %
EFR Bafia Garçons			Fev. 2000	26	2 466 500	73,62 %	20,25 %	6,23 %
EFR Bafia filles			Fev. 2000	20	600 000	80 %	-	20 %
EFR Bokito			Janv. 2005	7	827 620	65 %	-	35 %
EFR Deuk			10/10/2004	12	320 000	60 %	-	40 %
EFR Bangong			Janv. 2004	17	350 000	15 %	-	85 %
EFR Ombessa			Nov. 2005	15	300 000	6 %	-	94 %
EFR Mang			2004	20	400 000	8 %	-	92 %
EFR Makénéné			2007	40	-	-	-	-
EFR Nitoukou			2007	15	-	-	-	-

NOMS	FORMATEURS		TYPES DE FORMATIONS		NB. TOTAL DE FORMES
	Hommes	Femmes	Longues	Courtes	DEPUIS CREATION
YAKO	1	1	2 ans	3 à 6 mois	1 584
SEGUENEGA	-	-	2 ans	1 jour à 6 mois	-
TORI	2	0	-	3 à 6 mois	133
PEL	2	0	-	2 mois	17
DANDOLY	2	0	-	3 mois	48
BAYE	2	0	-	3 à 4 mois	63
FATOMA	2	0	-	21 jours à 4 mois	202
KILIBO	3	1	2 ans	15 jours à 6 mois	1 175
SAM	1	1	2 ans	-	700
MAFAREND	3	0	3 ans	-	-
//	////////////////////////	////////////////////////	//////////////////////	////////////////////////	//
EFR Batouri	6	1	1 an et 3 ans	-	12 (en cours)
EFR Nkom- Ekouda	5	0	3 ans	15 jours	10 (en cours)
EFR Endoum	4	0	1 et 3 ans	-	-
EFR Yenga	2	1	3 ans	-	-
EFR Bafia Garçons	-	-	3 à 34 mois	-	75
EFR Bafia filles	-	-	1 et 3 ans	-	120
EFR Bokito	3	0	3 ans	-	-
EFR Deuk	-	-	1 à 3 ans	-	32
EFR Bangong	-	-	1 à 3 ans	-	40
EFR Ombessa	-	-	1 à 3 ans	-	-
EFR Mang	-	-	1 à 3 ans	-	-
EFR Makénéné	-	-	-	-	-
EFR Nitoukou	-	-	-	-	-